



CADRES DES CERTIFICATIONS EN EUROPE ÉVOLUTION EN 2018

Tirer parti des acquis d'apprentissage, promouvoir la confiance mutuelle

En s'appuyant sur la dynamique insufflée par sa recommandation de 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC), le Conseil a adopté une recommandation révisée en 2017 ⁽¹⁾. L'objectif était de renforcer la mise en œuvre du CEC dans les pays, les systèmes et les institutions, en vue d'améliorer «l'employabilité, (...) la mobilité et l'accès à la formation continue». La Commission européenne, tous les États membres de l'UE, un certain nombre de pays tiers, les partenaires sociaux et de nombreuses autres parties prenantes ⁽²⁾ collaborent pour permettre une mise en correspondance («référencement») cohérente, transparente et coordonnée des cadres nationaux des certifications par rapport au CEC. L'utilisation systématique des acquis d'apprentissage dans les cadres nationaux favorise la transparence et la comparabilité des certifications des différents pays et systèmes. Des progrès réguliers ont été accomplis en la matière et aujourd'hui, on ne peut imaginer des systèmes européens d'éducation et de formation sans ces cadres ⁽³⁾.

ÉVOLUTION DES CNC: ÉTAT DES LIEUX

À l'heure actuelle, 39 pays européens ⁽⁴⁾ déploient 43 cadres nationaux des certifications (CNC) qui en sont à différents stades de mise en œuvre. Certains pays ont révisé leur cadre ou sont en train de le faire.

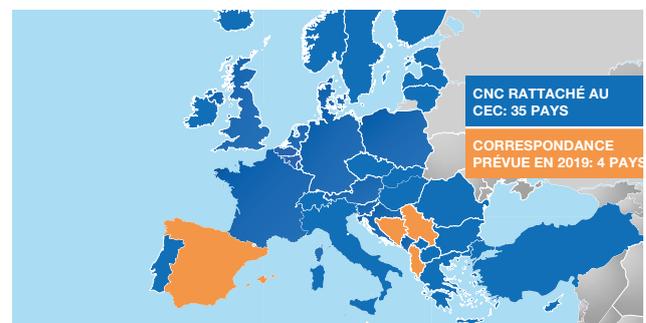
Cadres adoptés dans toute l'Europe

La plupart des pays ont formellement adopté leur cad-

re, que ce soit par une loi, un décret, un règlement ou un accord avec les parties prenantes pour instaurer une plate-forme de dialogue. Parmi les États membres de l'UE, l'Espagne n'a pas encore finalisé les étapes préliminaires en vue de son adoption. Plus récemment, des cadres détaillés ont été adoptés en Italie et en Serbie (2018).

Plusieurs pays renforcent actuellement la base juridique de leur CNC: la Grèce prépare un décret présidentiel sur le CNC, et Chypre envisage d'en faire autant. En Hongrie, un décret gouvernemental régissant le fonctionnement, la gouvernance et l'assurance qualité du CNC est attendu en 2019.

GRAPHIQUE 1: PAYS AYANT MIS EN CORRESPONDANCE LEUR CNC AVEC LE CEC



Vers des cadres opérationnels

Le Cedefop considère que 17 cadres en sont au début de la phase opérationnelle ⁽⁵⁾. Les pays préparent le terrain pour leur CNC (bases de données, législation secondaire, communication, assurance qualité), redéfinissent leurs certifications en fonction des acquis d'apprentissage et les intègrent progressivement dans leur cadre. Plus récemment, les premiers ensembles de certifications ont été inclus dans les cadres de la Belgique (FR) et du Liechtenstein. Des travaux préparatoires à la mise en œuvre ont été effectués en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Italie et en Serbie.

⁽¹⁾ <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/ceead970-518f-11e7-a5ca-01aa75ed71a1/language-fr>

⁽²⁾ Le groupe consultatif pour le CEC supervise la mise en œuvre du CEC au niveau de l'UE.

⁽³⁾ Voir également la célébration du 10e anniversaire du CEC en 2018: <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=88&langId=en&eventsId=1296&moreDocuments=yes&tableName=events&typeld=92>

⁽⁴⁾ États membres de l'UE, pays de l'EEE (IS, LI, NO), pays candidats (AL, MO, MK, RS et TR), pays candidats potentiels (BA, XK) et CH.

⁽⁵⁾ AT, BE (FR, DE), BG, HR, CY, EL, HU, XK, LI, LT, MO, MK, RO, SK, SE, TR.

Le Cedefop considère que 21 cadres nationaux sont devenus pleinement opérationnels ⁽⁶⁾. Ils font partie intégrante des systèmes d'enseignement et de formation et sont basés sur les résultats d'apprentissage. Le défi consiste à présent à renforcer la mobilisation des parties prenantes, leur adhésion et leur appropriation, ainsi que la perception qu'en ont les utilisateurs finaux.

Mise en correspondance des CNC avec le CEC

35 pays ont mis leur cadre national des certifications en correspondance avec le CEC ⁽⁷⁾. Les quatre pays restants ⁽⁸⁾ devraient suivre en 2019. Cela signifie que la première étape consistant à référencer les CNC par rapport au CEC est presque terminée. Ces dernières années, quatre pays ⁽⁹⁾ ont mis à jour leur rapport de référencement. La recommandation révisée du CEC souligne la nécessité d'actualiser en permanence les cadres à mesure que les systèmes de certification évoluent.

Recherche continue de clarification: suivi et évaluation de la mise en œuvre du CNC

Pour tenir compte de l'évolution des systèmes nationaux, de plus en plus de pays évaluent et, dans certains cas, révisent leur CNC. Sur la base des recommandations d'une récente évaluation du CNC, les Pays-Bas prévoient d'adopter en 2020 une proposition législative visant à renforcer la base juridique de leur cadre et la communication avec les parties prenantes.

La conjoncture récente a démontré que les CNC s'inscrivent dans une dynamique cyclique: ils doivent constamment évoluer pour être pertinents et apporter une valeur ajoutée aux utilisateurs finaux. Leur finalité et leur utilisation sont toujours appelées à évoluer, d'où la nécessité de procéder à des évaluations périodiques pour recueillir des données probantes afin d'éclairer leur développement en conséquence.

La plupart des pays ont attribué des niveaux du CNC et du CEC aux certifications qu'ils délivrent. La confiance mutuelle entre les institutions dans l'attribution des niveaux nationaux et européens permet de comparer les différentes certifications, ce qui facilite le transfert et la reconnaissance. Pour renforcer la compréhension mutuelle et la confiance dans les certifications, les pays examinent comment améliorer

⁽⁶⁾ BE(FL), DK, CZ (cadre partiel pour les certifications de l'EFP), EE, FI, FR, DE, IS, IE, LV, LU, MT, NL, NO, PL, PT, SI, CH, UK (Angleterre et Irlande du Nord, Pays de Galles, Écosse).

⁽⁷⁾ AT, BE (FL et WA), BG, HR, CY, CZ, DK, EE, FI, MK, FR, DE, EL, HU, IS, IE, IT, XK, LV, LI, LT, LU, MT, ME, NL, NO, PL, PT, RO, SK, SL, SE, CH, TR et UK (Angleterre, Écosse et Pays de Galles).

⁽⁸⁾ AL, BA, RS et ES.

⁽⁹⁾ BE (FL), EE, MT (quatre fois), et UK (Écosse).

le processus de référencement en tenant compte de la mise en œuvre de plus en plus forte des acquis d'apprentissage.

ENCADRÉ 1: EXEMPLE: RÉVISION DU CNC FRANÇAIS

Le cadre national français des certifications a été créé en 2002 et fait partie de la première génération de CNC. Son existence est étroitement liée à celle de la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP) et du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Ce dernier était fondé sur une nomenclature à cinq niveaux datant de 1969, le niveau V étant le plus bas et le niveau I le plus élevé.

Cette nomenclature a dû être redéfinie compte tenu de l'évolution du système français des certifications. En janvier 2019, le nouveau *cadre national des certifications professionnelles* a été adopté, avec une nomenclature à huit niveaux, étroitement alignée sur celle du CEC: les anciens niveaux (V à I) ont été alignés sur les niveaux 3 à 8 du CEC; et les niveaux 1 et 2 ont été introduits. France compétences, nouvelle instance quadripartite chargée des compétences, a été créée en remplacement d'un certain nombre de structures antérieures. Elle est responsable du pilotage du CNC et du répertoire des certifications et vise à simplifier le financement et la gouvernance de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

La mise en œuvre du CNC français est étroitement liée au système de validation des acquis de l'expérience (VAE): toutes les certifications enregistrées au Répertoire national des certifications peuvent être acquises par validation, la procédure de VAE correspondante étant précisée pour chacune d'elles.

PORTÉE ET IMPACT CROISSANTS DES CNC

Les cadres détaillés gagnent du terrain

Les pays européens ont tendance à utiliser leurs cadres pour élaborer des cartes détaillées des certifications nationales dans tous les secteurs (EFP, enseignement supérieur, enseignement général, éducation et formation des adultes). De nombreux cadres sont en train de s'ouvrir en vue d'inclure les certifications délivrées en dehors de l'enseignement formel et pour aider à valider les certifications et compétences acquises de manière non formelle et informelle. Cet aspect est essentiel pour les politiques favorisant l'apprentissage tout au long de la vie et la progression des apprenants via différents parcours, un principe fondamental de la plupart des CNC européens. Au total 36 pays sur 39 travaillent à l'élaboration de cadres (idéalement) globaux, tandis que deux pays, la République tchèque et la Suisse, déploient des cadres distincts pour les certifications professionnelles

et celles de l'enseignement supérieur ⁽¹⁰⁾.

L'Autriche offre un exemple de développement d'un cadre des certifications suivant une approche progressive. Dans un premier temps, les certifications de l'enseignement supérieur et de l'EFP aux niveaux 4 et 5 devaient être incluses, en commençant par les certifications scolaires et d'apprentissage. En 2018, des exemples de certifications de maître artisan ont été ajoutés et rattachés au niveau 6 du CEC. Les nouveaux actes juridiques qui régissent les certifications de l'EFP comme «Meister» ou «Ingenieur» font référence au CNC, la dernière s'en inspirant directement.

En 2013, l'Italie a adopté une loi instaurant un système national de certification des compétences, comprenant un référentiel des certifications nationales et régionales décrites dans les résultats d'apprentissage. Le CNC italien détaillé a été adopté en janvier 2018. Il comprend huit niveaux et couvre les certifications générales, de l'enseignement supérieur et de l'EFP, délivrées au niveau national ou régional. Dans le même temps, l'Italie a déjà recensé plus de 4 000 certifications régionales à inclure dans le cadre national.

Inclusion des certifications en dehors de l'enseignement formel

Pour dresser une carte complète de leurs certifications, les pays ⁽¹¹⁾ étendent leurs cadres aux certifications conçues et décernées par des entreprises et prestataires de services éducatifs, privés, tels que les prestataires de formation pour adultes. Le but est d'améliorer la transparence de ces certifications, de clarifier leur lien avec les certifications formelles et de permettre aux citoyens de mieux les utiliser pour l'apprentissage tout au long de la vie et le développement de leur carrière. Mais cela entraîne un certain nombre de difficultés à surmonter concernant leur format, leur qualité et leur cohérence avec les descripteurs de niveaux des CNC et du CEC fondés sur les résultats d'apprentissage, et implique de renforcer la confiance.

Le CNC français, inclusif, comprend à la fois les certifications délivrées par l'État et les certifications privées. La décision d'inscrire une certification au répertoire national est prise en fonction de sa valeur sur le marché du travail et de sa qualité.

⁽¹⁰⁾ Au Royaume-Uni (Angleterre et Irlande du Nord), le nouveau cadre a une portée plus large que le précédent, couvrant toutes les certifications universitaires et professionnelles réglementées. Les niveaux 5 à 8 sont comparables à ceux des cadres de l'enseignement supérieur en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord. Les cadres écossais et gallois sont détaillés. Certains pays s'efforcent d'intégrer les certifications de l'enseignement supérieur (ES).

⁽¹¹⁾ UK; dans certains pays seuls les niveaux du CNC sont indiqués.

Les Pays-Bas disposent d'un vaste secteur d'enseignement et de formation privés avec plus de 1,3 million de participants et plus de 12 000 prestataires. L'éducation et la formation des adultes relèvent pour l'essentiel (84 %) du secteur privé. Le fait d'intégrer une certification privée dans le CNC néerlandais revient à lui attribuer un label de qualité important, ce qui a pour effet de renforcer sa comparabilité, sa valeur et la confiance dont elle bénéficie. Le nombre croissant de demandes émanant de prestataires d'enseignement non formel atteste de la visibilité du cadre. En février 2019, 65 certifications non réglementées étaient attribuées à des niveaux du CNC.

La Pologne a créé un CNC détaillé, s'appuyant sur un registre des certifications qui intègre tous les types de certifications. La détermination des niveaux des «certifications du marché» a commencé récemment. Début 2019, 41 d'entre elles étaient inscrites au registre national et beaucoup d'autres le seront d'ici 2020.

L'Autriche et l'Allemagne mènent à l'heure actuelle des procédures pilotes d'inclusion des certifications en dehors de l'enseignement formel. L'Irlande et le Danemark ont adopté une base juridique allant dans le même sens.

Intégration des certifications internationales

L'émergence des certifications internationales reflète la mondialisation des économies et des marchés du travail européens. Le CEC sert d'outil de traduction pour tous les types et les niveaux de certification, y compris ceux délivrés par des organismes internationaux. Il offre aux titulaires de ces certifications de meilleures possibilités d'accéder aux marchés du travail ou aux systèmes d'éducation et de formation européens. Mais, pour que dans la pratique le CEC favorise l'apprentissage tout au long de la vie, la mobilité et l'employabilité, il est essentiel de déterminer de manière cohérente les niveaux des certifications internationales dans les différents CNC. Les données disponibles suggèrent qu'en 2018, neuf pays avaient des procédures nationales en place ou en cours d'élaboration en vue d'inclure les certifications internationales dans leur CNC ⁽¹²⁾.

METTRE LES CADRES EN LIEN DIRECT AVEC LE PUBLIC

Perception du public et utilisation des cadres par les parties prenantes

Les cadres des certifications doivent bénéficier d'une meilleure visibilité pour être réellement utiles aux citoyens. Pour ce faire, il faut que les acteurs de l'éducation et du marché de l'emploi utilisent de plus en plus les

⁽¹²⁾ BG, FR, LI, NL, PT, SI, SK, SE, UK.

cadres dans leur travail quotidien et les transforment en une réalité tangible pour les utilisateurs finaux. Ces dernières années, plusieurs pays ⁽¹³⁾ ont suivi et évalué leur cadre, afin d'en améliorer la pertinence et la visibilité et de mieux piloter sa mise en œuvre.

ENCADRÉ 2: SENSIBILISATION ACCRUE DU PUBLIC AU CNC MALTAIS

Une enquête effectuée en 2016 a révélé que près de 70 % de la population est au courant de l'existence du CNC maltais, avec des niveaux encore plus élevés pour ceux qui l'utilisent activement. L'organisme public responsable du CNC s'est associé aux employeurs pour créer un centre d'information sur la reconnaissance des certifications afin d'en promouvoir l'utilisation. JobsPlus, principal portail national consacré à l'emploi, utilise le cadre pour la délivrance des permis de travail, et les niveaux du CNC sont également utilisés dans des dispositifs d'incitation, notamment les bourses d'études et les abattements fiscaux. Les employeurs se réfèrent au cadre pour le recrutement et l'évolution de carrière des travailleurs, et les organismes publics précisent les niveaux du CNC dans les offres d'emploi. Des campagnes de sensibilisation au moyen des médias sociaux, d'affiches et de vidéos ont ciblé les établissements d'enseignement publics et privés, les conseils locaux et d'autres organismes gouvernementaux.

Certifications faisant mention des niveaux du CNC/CEC

Au total 30 pays indiquent désormais les niveaux du CEC/CNC dans les nouveaux documents de certification et/ou les suppléments Europass ⁽¹⁴⁾; 24 ont inscrit les niveaux dans leur base de données des certifications nationales ⁽¹⁵⁾. Plusieurs pays, tels que l'Estonie, l'Allemagne et la Slovénie, indiquent les niveaux du CNC/CEC dans tous les documents de certification, professionnels et généraux. Dans la plupart des pays, des progrès considérables ont été accomplis dans l'enseignement et la formation professionnels (EFPI et/ou EFPC) et, dans une moindre mesure, dans l'enseignement général. Jusqu'à présent, l'inclusion des niveaux du CNC/CEC dans les certifications de l'enseignement supérieur a été relativement limitée, à l'exception du supplément au diplôme Europass. Cela tient au fait qu'il appartient normalement à l'établissement (autonome) qui décerne les certifications de décider de l'inclusion des niveaux du CNC/CEC.

⁽¹³⁾ EE, IE, LV, MT, NL, PL, SI, UK.

⁽¹⁴⁾ AT, BE (FL, FR), CZ, DK, EE, FI, FR, DE, EL, HU, IS, IE, IT, XK, LV, LT, LU, MT, ME, NL, MK, NO, PL, PT, RO, SI, SE, CH, TR, y compris NL, SI, SE et UK-Écosse.

⁽¹⁵⁾ AT, BE (FL, FR), CZ, DK, EE, FR, DE, EL, HU, IE, XK, LV, LT, MT, ME, NL, MK, PL, PO, RO, SI, SK, TR, et UK. Actuellement, certains pays n'incluent que les niveaux du CNC.

Communication et sensibilisation

Certains pays ont pris des mesures pour sensibiliser le public à l'existence de leur CNC. L'Irlande a mené des campagnes d'information ciblant les prestataires d'enseignement et de formation et les professionnels de l'orientation, qui, à leur tour, font connaître le CNC aux apprenants et aux autres utilisateurs finaux. En 2019, une campagne de communication sera axée sur les organismes certificateurs, les chercheurs, les législateurs et les partenaires sociaux.

ENCADRÉ 3: PROMOTION CIBLÉE DU CNC LE CAS DE L'ÉCOSSE

Le CNC écossais est l'un des cadres détaillés les plus anciens d'Europe; comptant 12 niveaux, il est la base de toutes les politiques gouvernementales en matière d'éducation et de formation. Il comprend tous les types de certifications, environ 11 500 à ce jour, dont environ 1 000 relèvent d'organisations syndicales, patronales et professionnelles.

Sa visibilité est assurée, ses niveaux étant indiqués sur tous les documents de certification délivrés. Outre son site web, la couverture des médias sociaux et sa présentation régulière à l'occasion d'événements, la promotion du cadre est également assurée par un programme d'ambassadeurs scolaires qui forme les enseignants et les élèves plus âgés à le faire connaître aux autres enseignants, élèves et parents. Les niveaux du CNC sont intégrés dans les programmes scolaires et les programmes de formation nationaux. Son utilisation régulière par les professionnels de l'orientation et du conseil favorise également la visibilité du cadre qui revêt une importance croissante dans le domaine de l'enseignement supérieur. En 2015/2016, grâce au cadre, plus de 4 000 étudiants de l'enseignement supérieur ont été orientés vers des passerelles entre les certifications nationales supérieures et les cursus universitaires.

Les cadres les plus anciens en Europe sont ceux de l'Irlande, de la France et du Royaume-Uni (Écosse et Pays de Galles); ils ont fait des progrès pour devenir complets et inclusifs. Ils sont devenus des éléments permanents des systèmes nationaux de certification, sur lesquels reposent toutes les politiques d'éducation et de formation. Ils ont intégré tous les types de certifications, publiques et privées, et prennent en compte l'apprentissage non formel et informel. La classification et la transparence des certifications restent des objectifs importants, elles facilitent l'accès aux études ou à l'emploi. Au Royaume-Uni et en Irlande, les cadres sont largement connus des utilisateurs finaux: leurs niveaux figurent sur les diplômes et les certificats, ils sont utilisés pour l'orientation, le recrutement et le développement des ressources humaines, et ils favorisent la reconnaissance des certifications étrangères et des acquis.

Préserver la pertinence des CNC

De manière générale, les pays aspirent à poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de leur cadre afin de maximiser leur potentiel. Les cadres ont contribué à une utilisation plus cohérente des acquis d'apprentissage ainsi qu'à la révision et au renouvellement des certifications, par exemple en ce qui concerne les «certifications éducatives»⁽¹⁶⁾ des niveaux 1 à 4 en Belgique (FL) et les certifications de l'enseignement général en Lituanie. Ils ont favorisé la coopération entre les parties prenantes dans le monde de l'éducation et du travail, l'amélioration de la qualité et de la pertinence des certifications, la perméabilité des systèmes et des parcours, une considération égale pour les certifications de l'EFP, et la validation de l'apprentissage non formel et informel. Les cadres des certifications ont trouvé leur place dans le paysage européen de l'éducation et de la formation: leur avenir dépendra des mises à jour et des améliorations continues et de leur capacité à promouvoir l'apprentissage et l'employabilité des citoyens.

ENCADRÉ 4: CADRES DES CERTIFICATIONS DANS LE MONDE



© Shutterstock/Toria

Ces dernières années, les cadres des certifications se sont rapidement développés dans le monde entier. La quatrième édition du «Global inventory of national and regional qualifications frameworks» (Inventaire mondial des cadres régionaux et nationaux des certifications) (à paraître) couvrira plus de 100 cadres nationaux et sept cadres régionaux, ainsi qu'une sélection de thèmes transversaux. Un grand nombre de ces cadres ont été complétés et élargis depuis 2017, reflétant les changements sociaux, économiques et technologiques, la mondialisation des marchés du travail, les migrations et l'émergence des diplômes numériques, qui posent tous de nouveaux défis à relever pour la reconnaissance des certifications et des compétences.

Cedefop; ETF; Unesco; Unesco Institute for Lifelong Learning (à paraître). *Global inventory of national and regional qualifications frameworks* (Inventaire mondial des cadres régionaux et nationaux des certifications).

⁽¹⁶⁾ Certifications acquises dans le système d'enseignement formel flamand.